

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 49 Décembre 2007

## Zorro impuissant à augmenter le pouvoir d'achat

« Je veux être le président de l'augmentation du pouvoir d'achat », affirmait haut et fort le candidat Sarkozy le 14 janvier dernier.

Un « choc de confiance », bénéficiant à toute l'économie, c'est ce qui devait résulter du « paquet fiscal » ficelé au cœur de l'été.

**Le choc de confiance n'a pas eu lieu.** Mais les milliards d'euros de cadeaux aux plus riches seront bel et bien empochés année après année.

L'allègement de l'impôt sur la fortune et le renforcement du « bouclier fiscal » ? Un cadeau de 4 milliards d'euros pour les quelques milliers de contribuables soumis à cet impôt.

La suppression des droits de succession pour les héritiers en ligne directe, qui, quoi qu'en dise Sarkozy, ne bénéficie qu'aux plus fortunés (puisque avant le vote de la loi de finance, 80 % des successions n'étaient soumises à aucun droit) ? Cela fait 5 milliards d'euros de plus.

Les crédits d'impôts au titre des intérêts d'emprunt pour l'achat d'une habitation principale, présentés par le même Sarkozy comme une mesure favorable aux acheteurs ? En réalité cette mesure évitera la chute des prix de l'immobilier (cadeau pour les promoteurs), et ce que les acheteurs ne paieront pas sous forme d'intérêts, ils le paieront au prix fort en achetant ou en faisant construire leur habitation. Et hop ! Encore 2 milliards d'euros !

Pourtant, **les nuages s'amoncellent.** Les loyers flambent : ils ont augmenté de 7,1 % en 2006, et le rythme de hausse enregistré au troisième trimestre 2007 était encore de 4,7 % sur un an. En un an, le prix du blé a augmenté de 71 % , le baril de pétrole brut de 43 %.

L'épuisement des ressources fossiles, les premiers effets du changement climatique, vont inéluctablement pousser à la hausse le coût du pétrole (et de tout ce qui en dépend, les transports, le chauffage,...) et des produits agricoles.

**Les pauvres sont les premières victimes.** L'alimentation pèse 17 % du budget d'un ouvrier, contre 12 % chez un cadre ; les transports représentent 19 % de celui d'un habitant d'une commune rurale contre 12 % pour un parisien. L'inflation touche davantage les locataires que les propriétaires...

Dans ces conditions, que pourrait-on attendre des pouvoirs publics ?

D'abord, de **soutenir les plus démunis.**

**Sarkozy fait l'inverse** : il refuse d'augmenter le Smic au-delà du minimum légal. Il met en place des « franchises médicales » qui s'attaquent au pouvoir d'achat des plus fragiles. Il ponctionne 780 000 foyers (850 000 personnes) qui ne payaient pas la redevance TV et qui seront obligées de verser 118 euros en 2008. Il s'apprête à imposer, en 2008, un nouvel allongement de la durée de cotisation (41 ou 42 ans) pour les retraites. Il sait pourtant que cet allongement se traduira par une nouvelle baisse du montant des retraites puisque le patronat continue de licencier à tour de bras les salariés de plus de 50 ans et que, de ce fait, la durée moyenne d'une carrière est inférieure à 37 annuités. Et pourquoi n'a-t-il pas réaffirmé, et mis en œuvre, ses engagements électoraux d'augmenter de 25 % le minimum vieillesse, de revaloriser les petites retraites et les pensions de réversion ?

Ensuite, de **prendre à bras le corps les problèmes de l'alimentation, du logement, du pétrole.** Il s'agit là de chantiers de longue haleine.

Réorienter l'agriculture, notamment en privilégiant la production locale, l'agriculture biologique.

Bâtir du logement social, à proximité des transports en commun ; lutter contre la spéculation foncière ; imposer une plus grande mixité sociale.

Relocaliser l'économie, se libérer aussi vite que possible de l'addiction au pétrole ( notamment par une politique des transports qui substitue le rail à la route, par une isolation du parc de logements, ...).

Voit-on Sarkozy se mobiliser, et mobiliser les Français, pour ces objectifs ? Non. Au lieu de cela, **il revient de manière obsessionnelle à ses vieilles hantises.**

Il veut que les salariés travaillent le dimanche. Il explique donc qu'ils le pourront, s'ils sont « volontaires » et que cette journée leur sera payée double. Le procédé est pourtant déjà bien usé. Il en allait de même, par exemple, lorsque les agences bancaires ont commencé à ouvrir le samedi avec volontariat et primes exceptionnelles. Aujourd'hui, la très grande majorité des agences bancaires sont ouvertes le samedi mais le volontariat n'existe plus et les primes exceptionnelles ne sont plus qu'un lointain souvenir. Il en ira exactement de même avec le travail du dimanche.

Sarkozy veut surtout en finir avec les 35 heures. Il propose donc par « accord majoritaire » de « s'exonérer des 35 heures » « en échange d'augmentations de salaires ». Au lieu d'embaucher, les entreprises vont donc pousser les salariés à ne pas prendre leurs congés.

Plus fondamentalement, Sarkozy veut en finir, comme le réclame le Medef, avec l'horaire légal de travail. Mais lorsque l'horaire légal (35 heures aujourd'hui) aura disparu, il n'y aura plus d'heures supplémentaires. L'horaire légal a, en effet, une seule fonction : indiquer le seuil à partir duquel le temps de travail doit être payé au tarif des heures supplémentaires. Cet horaire légal n'a rien à voir avec l'horaire effectif. La quasi-totalité des entreprises en France travaillent aujourd'hui 39 heures par semaine ou plus. Ce que veulent la Droite et le Medef, c'est supprimer les 35 heures et avec elles l'horaire légal pour ne plus avoir à payer d'heures supplémentaires. Cela reviendra à baisser le taux horaire de travail.

Ceux qui se sont laissés prendre à l'attrape-nigaud du « travailler plus pour gagner plus » commencent à ouvrir les yeux. **La magie n'opère plus.**

**Encore quatre ans et demi de Sarkozy ! Ça va être long !..**

Sources : Alternatives économiques de décembre ; n°150 de [democratie.et.socialisme@wanadoo.fr](mailto:democratie.et.socialisme@wanadoo.fr)

## Bonnes nouvelles

**Cellules souches.** Deux équipes de chercheurs sont parvenues à transformer des cellules adultes humaines (des cellules de peau) en cellules capables de se différencier dans les différents types de cellules et de tissus qui constituent l'organisme humain. Cela pourrait ouvrir la voie à de nombreuses applications dans la lutte contre les dégénérescences cellulaires. (*Le Monde*, 22 novembre).

**Qui a dit :** « Pourquoi le PS est-il devenu ce qu'il est aujourd'hui ? Parce qu'il a à sa tête des gens qui n'ont pas l'esprit socialiste. Ce n'est pas parce qu'on prend une carte qu'on est socialiste. Foncièrement, depuis quelques années, les dirigeants socialistes n'ont pas la tripe socialiste. Ils ont un regard beaucoup trop attendri pour l'argent. Ils ne réagissent pas, ne respirent pas ce désir de société que nous avons ». [*Réponse page 4*].

**Mots croisés.** « Voient plus de batraciens que de diabolins ». 9 lettres. [*Réponse page 4*].

**Justice et mémoire.** Khieu Sampan, qui vient d'être hospitalisé à Phnom Penh, devrait être prochainement inculpé de « crimes contre l'humanité » ayant coûté la vie à un quart ou un tiers de la population, par le Tribunal spécial Khmers rouges (auquel participe l'ONU). Devraient être également jugés quatre autres dirigeants de premier plan, du régime Khmer rouge : Ieng Sary et son épouse, arrêtés le 12 novembre ; Nuon Chea, grand artisan des purges meurtrières à l'époque, arrêté le 19 septembre ; Kang Kek Ieu, dit « Douch », alors chef du centre d'interrogatoires sous tortures, emprisonné depuis 1999. (*Le Monde*, 16 novembre).

## Changement climatique.

Le **cyclone** Sidr du 15 novembre, au **Bangladesh**, a provoqué la **hausse de cinq mètres du niveau des eaux**, la dévastation de trois villes côtières, l'**évacuation de 3,2 millions d'habitants**, la destruction des habitations, des récoltes et du bétail, et la mort de plusieurs milliers de personnes.

**Une prière entendue.** Les Etats-Unis subissent la sécheresse la plus grave de puis un siècle. Certaines villes ont déjà pris des mesures de rationnement. Atlanta interdit tout usage de l'eau en plein air. Le gouverneur de Géorgie a dirigé, le 14 novembre, une prière publique, implorant les cieux de mettre fin à la sécheresse. Le lendemain, des pluies diluviennes s'abattaient sur son Etat. (*Le Monde*, 30 novembre).

**Les pays riches émettent toujours plus de gaz à effet de serre.** Les émissions des pays industrialisés ont augmenté de 2,6 % entre 2000 et 2005. L'Union européenne parvient à réduire de 1,5 % par rapport à 1990 (loin de son objectif de réduction de 8 %). L'Espagne (+ 53 %), le Portugal (+ 43 %), l'Irlande (+ 26 %) font figure de mauvais élèves, tandis que l'Allemagne (-18 %) et le Royaume-Uni (-15 %) réalisent les meilleures performances. La France a réduit ses émissions de 1,6%.

Le Canada a connu une augmentation de 25 %. La Chine (non obligée à des objectifs contraignants, d'ici 2012, par le protocole de Kyoto) a vu ses émissions augmenter de 80 % depuis 1990 (mais leur niveau par habitant reste très inférieur à celui des pays occidentaux). (*Le Monde*, 22 novembre).

**Le Programme des Nations-Unies pour l'environnement** vient de rendre un rapport baptisé GEO 4, résultat du travail de 1400 scientifiques et experts. Il a comparé quatre scénarios, qui chacun privilégie un but : le marché, la politique, la sécurité, l'écologie. **Le scénario « marché » poursuit la logique dominante des années 1990 : il aboutit à une situation écologique très dégradée en 2050**, comme le scénario « sécurité », qui induit des « conflits permanents » à travers la planète. La poursuite de la libéralisation apparaît ainsi comme le scénario le plus risqué. « La perte de la biodiversité et le changement climatique ont des conséquences irréversibles, que la croissance des revenus ne peut résoudre ». (*Le Monde*, 17 novembre).

**Protocole de Kyoto** : la conférence de Bali (3-14 décembre) devrait donner le coup d'envoi des négociations portant sur l'après 2012. Si la Chine apporte son soutien au protocole, les Etats-Unis continuent de refuser tout engagement contraignant. Le protocole n'est pas exempt d'effets pervers : le mécanisme des « droits à polluer » est une véritable usine à gaz (c'est le cas de le dire), parfois inefficace (certains des « mécanismes flexibles mis en place ne correspondent à aucun effort de réduction des émissions de CO2 ), et il risque même de déboucher sur une bulle spéculative. (*Le Monde diplomatique de décembre*).

## Monde

**Inde.** L'Inde mise sur le thorium pour s'affranchir de l'uranium. L'Inde n'est en effet pas autorisée à importer de l'uranium, et de toutes façons, les ressources mondiales identifiées pourraient s'épuiser dans une soixantaine d'années (dans l'hypothèse optimiste où la consommation d'uranium n'augmenterait pas). (*Le Monde*, 17 novembre).

**Etats-Unis.** Les droits de succession, déjà fortement allégés depuis une loi votée en 2001, vont être totalement supprimés en 2010. Le gouvernement espère ainsi attirer les grandes fortunes aux Etats-Unis, notamment celles de Chine. [*Devant cette concurrence déloyale, la France va donc bientôt devoir subventionner les grandes fortunes –on les appellera « investisseurs »- afin qu'elles consentent à se domicilier dans notre beau pays*]. Curieusement, cette politique suscite une opposition. « La rente incite à travailler moins ». En favorisant les héritiers, l'Etat bride l'esprit d'entreprise, fige l'ascenseur social, ce qui a pour conséquence de créer moins de richesse. Le redoutable gauchiste qui tient ces raisonnements appelle le Congrès américain à fixer les droits de succession à un niveau « significatif ». « C'est la seule manière d'éviter à la démocratie de se transformer en ploutocratie », prétend-il. Quel est ce trublion ? Warren Buffet, troisième fortune mondiale... (*Le Monde*, 27 novembre).

**Média.** Les chaînes contrôlées par le pouvoir sont devenues des outils de propagande. (*Le Monde*, 25-26 novembre). [*C'est en Russie, bien sûr. Pas de danger que cela arrive chez nous !*]

## France

**Nous voulons un référendum.** « Un nouveau traité -dit traité de Lisbonne- vient d'être approuvé par les dirigeants européens suite au rejet du projet de traité constitutionnel refusé majoritairement par les Français et les Néerlandais lors des référendums de mai et juin 2005. C'est donc à nouveau le suffrage universel qui doit trancher par référendum. Sur un sujet qui a tant d'influence sur la vie de chacun et l'avenir de la France, l'organisation d'un nouveau référendum est une exigence démocratique majeure pour notre pays. C'est aussi une nécessité pour **la construction européenne qui doit être fondée sur l'adhésion des peuples et la souveraineté populaire.**

Seule une mobilisation sans précédent des citoyens peut obliger le président de la République à organiser un référendum. Il y sera contraint s'il n'obtient pas, début 2008, 3/5 des suffrages exprimés des parlementaires pour la modification préalable de la Constitution française, nécessaire à la ratification du nouveau traité européen. Ainsi les députés et les sénateurs ont le pouvoir d'imposer le référendum, en votant contre cette révision de notre Constitution. C'est pourquoi des personnalités diverses, les signataires de différents appels déjà lancés sur ce sujet, ont décidé de rassembler leurs efforts au sein d'un Comité National pour un Référendum. Nous appelons en urgence toutes celles et tous ceux qui sont attachés à la démocratie et à une Europe fondée sur l'adhésion des peuples, qu'ils soient pour ou contre ce nouveau traité, à nous rejoindre pour empêcher un déni de démocratie et exiger la tenue d'un référendum. »

[www.nousvoulonsunreferendum.eu](http://www.nousvoulonsunreferendum.eu)

**La France accusée à l'ONU de « légitimer le racisme ».** « Il est essentiel que le président français, Nicolas Sarkozy, sache que le discours de Dakar [du 2 juillet] a causé une blessure profonde. Dire devant des intellectuels africains qu'ils ne sont pas entrés dans l'histoire s'inspire des écrits racistes des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles », a déclaré M. Doucoure Diène, rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie, qui a en outre dénoncé « la criminalisation et le traitement exclusivement sécuritaire des questions relatives à l'immigration ». « Le projet de loi introduisant les tests ADN dans la procédure de traitement administratif des postulants au regroupement familial constitue aussi une illustration de cette stigmatisation de l'immigré ». (*Le Monde*, 10 novembre).

**Les impatiences coûteuses de Sarkozy.** « Qu'a obtenu Sarkozy de l'Allemagne en échange du traité simplifié ? On attendait au moins un petit quelque chose sur la gouvernance économique de l'Europe, il n'en a rien été. Les observateurs ont noté que dans la réorganisation d'EADS, les Allemands ont obtenu la part du lion, et que, au départ de Louis Gallois, ils détiendraient la plupart des postes stratégiques. Les concessions faites à Kadhafi pour la libération des infirmières bulgares ont été pour le moins importantes. **A chaque fois, le désir ardent de Sarkozy de remporter un succès rapide le met dans une situation de faiblesse.** Il parade devant les plateaux de télévision cependant que l'autre partie se frotte les mains en silence. A force de se transformer en pompier à chaque début d'incendie social, Sarkozy risque de se transformer en pyromane vis-à-vis des finances publiques. »

Dernière illustration : aux pêcheurs de Guilvinec, engagés dans une grève parce qu'étranglés par la hausse du prix du gazole, Sarkozy accorde l'exonération temporaire des charges patronales et salariales, et la limitation à 30 centimes d'euros du prix payé pour le gazole. « A n'en pas douter, les chauffeurs routiers, les taxis, les agriculteurs vont s'engouffrer dans la brèche ». C'est donc le contribuable qui va payer [ *La France s'oriente vers une taxe de 1% à 2% sur le prix du poisson, qui s'appliquerait à tous les poissons, même importés. Le Monde*, 29 novembre ]. Pourtant, « réduire la consommation de carburant permet de diminuer les émissions de gaz à effet de serre des moteurs à combustion utilisés par les pêcheurs. Les points de vue économique et écologique concordent pour trouver légitime une répercussion de la hausse [du prix du gazole] dans le prix du poisson ». « Subventionner les pêcheurs français, c'est leur accorder un traitement de faveur par rapport à leurs collègues du tiers-monde dont les Etats n'ont pas les moyens de payer la facture du gazole ! » (*Alain Trannoy, Le Monde*, 10 novembre).

[ On pourrait également noter combien le gouvernement a été mal inspiré de céder à la revendication des internes en médecine, consistant à pouvoir choisir leur lieu d'installation comme médecins, alors que la desserte du territoire est très inégalement assurée. JPA ]

**La taxation des stock-options, elle, peut attendre.** Les patrons ne paieront pas de cotisations sociales sur leurs stock-options avant... 2011. La taxe (de 2,5 % ! seulement !) payable par le détenteur de stock-options, sur la base de la plus-value qu'il réalise lorsqu'il vend ses titres, ne sera exigible que pour les stock-options et actions gratuites attribuées à compter du 16 octobre 2007. Leur durée minimale de détention étant de quatre ans, ce tour de passe-passe décidé par le Sénat revient à exonérer jusqu'en 2011 les 100 000 cadres dirigeants qui en détiennent. Dans son rapport annuel 2007 sur la Sécurité sociale, la Cour des comptes estimait que les exonérations de cotisations de stock-options lui ont fait perdre 3,2 milliard d'euros de recettes rien, qu'en 2005. (*Le Parisien*, 15 novembre).

**Medef et fonds secrets (suite).** Une enquête de rue 89 et de France-Inter, étayée par le témoignage de plusieurs médecins du travail, assure que la médecine du travail finance les comités locaux du patronat. Elle fait état du financement en sous-main de biens immobiliers du Medef dans les Hauts-de-Seine, et de la prise en charge de frais de secrétariat et de dépenses salariales dans le Var. Ce vaste système déployé depuis des années dans toute la France aurait permis de financer emplois fictifs, voyages somptueux, notes de frais et services de complaisance. L'association **Medef Hauts-de-Seine-Sud** a été exclue du réseau national.

Créée après-guerre et à la charge exclusive des employeurs, la médecine du travail, à visée préventive, a longtemps été dirigée par le seul patronat. « Jusqu'à la réforme de 2005, il n'y avait aucun contrôle », assure le secrétaire national de la CFE-CGC. Aujourd'hui, sur les 943 services, seuls 10% ont un conseil d'administration paritaire. (*Le Monde*, 10 novembre).

**Franchise sur l'aide juridictionnelle.** L'annonce par Rachida Dati d'une franchise sur l'aide juridictionnelle est une insulte aux principes d'égalité et de fraternité qui fondent notre République. Notre système judiciaire est déjà, dans les faits, un système à deux vitesses. Il faut l'améliorer. Que propose Dati ? De l'empirer !

Si les citoyens n'ont pas d'argent pour payer leur franchise médicale, va-t-on les laisser mourir ? Si les citoyens n'ont pas l'argent pour payer leur franchise judiciaire, va-t-on les laisser sans défense ? Sans doute le ministre pourrait-elle comprendre que priver les plus démunis des maigres avantages dont ils jouissent n'améliorera pas la situation de la France.

Cette affaire est une nouvelle preuve que les 15 milliards d'euros offerts aux plus riches des Français cet été auraient pu être utilisés de façon plus intelligente et plus productive. Ce projet ne constitue malheureusement qu'un élément de plus vers l'aristocratisation de la société que Nicolas Sarkozy s'emploie à mettre en place depuis son arrivée à l'Elysée. (*Anne Souyris, Porte Parole nationale des Verts, 15/11*).

**Suppression de tribunaux de proximité.** 320 tribunaux vont être supprimés : 23 tribunaux de grande instance, 176 tribunaux d'instance, 55 tribunaux de commerce et 67 tribunaux de prud'hommes. Réaction d'une greffière au tribunal d'instance d'Yssingeaux (Haute-Loire), supprimé au bénéfice du Puy : « nous traitons mille dossiers de tutelle de majeurs par an. Ces dossiers concernent des justiciables démunis, qui n'ont aucun moyen de locomotion. Pour rejoindre le Puy, il n'y a ni bus, ni train. Pour le ministre, Yssingeaux-Le Puy, c'est 35 kilomètres, pour nous, c'est un col à passer, impraticable l'hiver, ce sont des distances infranchissables pour nos justiciables. Comment aller-nous continuer à assurer notre rôle social ? »

**L'achat est-il un pouvoir ?** « Toute négociation qui porterait seulement sur le pouvoir d'achat est un terrible piège.

D'abord parce que le pouvoir d'achat des salariés, au sens de capacité d'achat, ne dépend pas seulement du salaire net, il dépend des **prestations sociales**, financées par les prélèvements sociaux et fiscaux. La diminution de ces derniers, ajoutée au maintien du partage actuel de la richesse, signifie que le pouvoir d'achat des salaires ne peut se maintenir ou augmenter que par la diminution des prix des biens et services mis sur le marché. Ainsi la diminution des coûts salariaux, la mise en concurrence des travailleurs, la libéralisation des échanges, le pillage des ressources naturelles et les importations de marchandises produites et commercialisées à bas coûts sociaux et environnementaux se trouvent légitimés. Le pouvoir d'achat est réduit à la capacité individuelle d'achat sur le marché et ne peut être maintenu qu'au prix de la dévalorisation massive du travail et des ressources naturelles. Cette individualisation exprime le choix de l'augmentation infinie de la consommation privée au détriment des consommations collectives, financées sur fonds publics ou produites dans le cadre d'activités coopératives et solidaires. Elle prétend réaliser la « souveraineté » du consommateur alors que le pouvoir d'achat ainsi entendu est l'imposition d'un pouvoir de vente à bas prix et bas salaires.

Or le pouvoir d'achat, au sens réel de **pouvoir** et non plus seulement de capacité d'achat, pourrait prendre tout son sens avec le « **choix de ne pas acheter** ». Ne pas acheter sur le marché parce que certains biens et services sont mis hors marché, produits et financés en tout ou partie par la collectivité ou par des formes collectives d'association et d'auto-organisation. Ne pas acheter parce que seraient privilégiées des consommations collectives qui assurent les besoins sociaux essentiels : santé, éducation, transport, environnement. Ne pas acheter quand les conditions sociales et environnementales de production et de commercialisation, en France et dans le monde, sont inacceptables. Ne pas acheter aussi fréquemment si la durabilité des produits et des conditions de leur production est un critère premier des choix productifs.

Dans le contexte de limitation structurelle des ressources non-renouvelables et de hausse des prix de certaines matières premières agricoles de base, de sous-évaluation des coûts environnementaux à la production et au transport et d'oubli des dégâts sanitaires, **la baisse des prix par la concurrence est un déni du réel qui relève du cynisme.** La rétraction de certaines ressources exige au contraire un frein net à la course à la consommation privée au profit de choix publics, de règles collectives d'usage et de consommation. C'est à ce prix que les plus défavorisés pourront espérer voir

durablement se transformer leurs conditions de vie et retrouver leur capacité de choix, leur pouvoir de citoyens, au lieu d'être les instruments du consumérisme et d'une consommation de pacotille, qui leur est spécifiquement destinée. » (*Geneviève Azam, Politis, 8 novembre*).

**Novlangue.** « **Capital humain** » (*épinglé par Le Monde diplomatique, décembre*). Cette expression désigne la force de travail des salariés. Elle suggère que ceux qui se trouvent au chômage ou dans la « galère » des emplois précaires qu'ils ne le doivent qu'à eux-mêmes : c'est qu'ils n'ont pas grand-chose à vendre ou qu'ils ne savent pas le vendre correctement ; et que ceux des salariés qui ont encore la chance d'avoir un emploi stable, que c'est à leur capital humain qu'ils le doivent ; cela les conduit non seulement à se désolidariser des précédents, mais encore à se persuader qu'il leur faut se mobiliser en permanence pour conserver et accroître ce capital si précieux, en transformant ainsi leur existence hors travail, dans toutes ses dimensions, en une entreprise permanente d'accumulation de ressources de tous ordres destinées à se valoriser sur le marché du travail [et à ne pas sombrer dans l'« inemployabilité » autre mot de la novlangue]. Ainsi, parler de capital à propos de ce qui est le contraire même du capital, en même temps que son principe générateur, c'est renverser tous les rapports de production capitalistes en les rendant incompréhensibles, c'est mettre le monde à l'envers.

**Les derniers poilus refusent des obsèques nationales.** Les deux derniers poilus ont peu appréciés qu'en 2005, le Haut conseil de la mémoire combattante ait décidé, sans les consulter, d'organiser des obsèques de portée nationale au dernier combattant de 14-18. « De la fumisterie », dit l'un à propos des médailles et honneurs ». « Ce n'est pas juste d'attendre le dernier poilu », dit l'autre. « C'est un affront fait à tous les autres, morts sans avoir eu les honneurs qu'ils méritaient. » (*Le Monde, 10 novembre*).

**Montrouge.** Le Secours catholique a inauguré une **épicerie solidaire** au 41, avenue Léon Gambetta. Baptisée « La main à la pâte », elle permet aux plus démunis d'acheter leurs aliments pour un tiers de leur prix normal. (*Matin plus, 23 novembre*).

**Arnaque.** La municipalité de Montrouge refuse à ATTAC Montrouge la possibilité de tenir ses réunions publiques, gratuites et conviviales – consacrées pourtant à des sujets d'un grand intérêt pour tous les citoyens – à la Maison des Associations. ATTAC Montrouge demande alors l'hospitalité à un café, et les participants à la réunion prennent et paient une consommation. Pour sa réunion de novembre, consacrée au « défi des épidémies modernes », ATTAC Montrouge a dû changer par rapport à son lieu habituel. Le Bar du Marché, au 88 Avenue Henri Ginoux a accepté de le recevoir. Mais au moment de régler la consommation, il a demandé 80 € pour « location de salle » (il n'avait bien entendu pas été question de cela au moment de la réservation). Faut-il préciser qu'ATTAC Montrouge n'a aucune ressource et ne bénéficie d'aucune subvention municipale ? Honte au Bar du Marché pour cette arnaque, honte à la municipalité de Montrouge qui fait obstacle au débat citoyen en cette ville !

## Les pensées du mois..

« Quand ils ont supprimé les régimes spéciaux, je n'ai rien dit, je n'étais pas concerné. Ils sont venus pour supprimer des postes de fonctionnaires, je n'ai rien dit, je n'étais pas fonctionnaire. Ils sont venus pour diminuer la couverture sociale, et je n'ai rien dit, je n'étais jamais malade. Ils sont venus pour supprimer usines et entreprises, et je n'ai rien dit, j'avais un travail. Puis je suis tombé malade et j'ai perdu mon emploi et il ne restait plus personne pour dire quelque chose ». (*Serge d'Ignazio, Antony, courrier des lecteurs, Le Monde, 25-26 novembre*)

« La politique est devenue une activité spécialisée, permanente, rémunérée, qui concerne un petit milieu engagé dans une carrière et qui a fini par développer ses propres intérêts, distincts de ceux des représentés. Cette professionnalisation politique constitue désormais un enjeu décisif pour les citoyens ». (*Marion Paoletti, maître de conférence en science politique à Bordeaux IV, Politis, 15 novembre*). Vous avez dit « démocratie participative » ?

## Le coin des radins.

Noël approche. Vous aimeriez faire plaisir à vos amis, à vos collègues, à votre chef, aux membres de votre famille. Mais vous ne voulez pas vous ruiner. Demandez-moi, pour eux, un abonnement gratuit à « citoyen du monde à Montrouge ». Il vous suffit de me communiquer leur adresse internet (en précisant si vous souhaitez que je leur fasse savoir que c'est de vous que leur vient ce cadeau). Chaque mois, ils penseront à vous avec gratitude. C'est bien, de faire plaisir (surtout si ça ne coûte pas un radis) ! *JPA*.

## Courrier des lecteurs

**L.P.** Merci pour tes CR et la lettre de Montrouge, un sacré boulot.

**C. L.** Le ciel commence à ras de terre.

Difficile de discuter avec certains : Oui, les idées, les principes, les mécanismes MAIS aussi des info concrètes ; par ex. quels postes et dans quelle profession se sont vos proposer des salaires modestes en échange d'une retraite convenable prise plus tôt et donc, seraient injustement perdants si on leur demandait de travailler plus longtemps ? Quelle est la moyenne d'espérance de vie de certains métiers. SNCF, qui est montrée du doigt par bien des nantis : quelles sortes de retraites y a-t-il dans ce secteur ? Quelle est la pénibilité des postes (horaires, tension, déplacements...) à l'époque où on n'enfourne plus le charbon à la pelle mais où il y a toujours des postes durs.

Merci de réponses possibles. Pour nous aussi ce n'est pas inintéressant ; car dire et la pénibilité ne suffit pas.

**M.C.** J'ai reçu votre lettre par l'intermédiaire de \*\*\*. Pouvez vous m'inscrire sur la liste de diffusion ? Bravo !

**Qui a dit ?** [réponse à la question de la page 2] Danièle Mitterrand, *Le Parisien, 15 novembre*.

**Mots croisés.** [réponse à la question de la page 2] Bénitiers. (*Télérama, 14 novembre*).

## Dates à retenir

**Mercredi 5 décembre**, à 20h30, **ATTAC 92** (groupe de proximité de Montrouge) a le plaisir de vous inviter à une réunion-débat publique, gratuite et conviviale, au Café du 7 rue Sadi Carnot (Montrouge) : « **Social et écologie, quelles contradictions ?** » avec Bernard Kervella, membre du Conseil scientifique d'ATTAC.

**Mercredi 19 décembre**, à 20 heures à la Maison des Associations. Réunion au sujet de la création d'une **AMAP** à Montrouge.

AMAP, c'est quoi ? Le sigle signifie "Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne". De quoi s'agit-il en clair ?

« Les producteurs de la région proposent leurs produits en composant, selon la saison, un ensemble de légumes, de fruits, et parfois du pain, du fromage ou de la viande ; ce sont des produits bio, ou du moins garantis sans traitements nocifs. Le prix de cet ensemble, appelé "panier", est fixé et payé à l'avance.

Avantage pour le producteur : il est certain d'écouler toute sa production sans gaspillage et son travail est plus justement rémunéré.

Avantage pour le consommateur : il est certain d'avoir des produits très frais sans passer du temps à faire le marché et il sait que son paiement à l'avance encourage les paysans à continuer. »

« Plusieurs éléments seront abordés : l'état des recherches de producteurs, mais peut-être en aurons-nous trouvé d'ici là ; le respect de la charte des AMAP ; le projet Terre de liens ; l'adhésion à l'AMAP Montrouge ; la possibilité de commencer les distributions avec des produits annexes type œufs, lait, fromage, pain, avant même d'avoir un producteur maraîcher ». <http://amapmontrouge.blogspot.com/>

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance,

indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.